Zeitschrift: Studies in Communication Sciences : journal of the Swiss Association of Communication and Media Research

Herausgeber: Swiss Association of Communication and Media Research; Università della Svizzera italiana, Faculty of Communication Sciences

Band: 8 (2008)

Heft: 2-3

Artikel: Communication et associations : le cas des organisations alter mondialistes belges

Autor: Carion, Florence

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-791023

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Studies in Communication Sciences 8/2 &3 (2008) 131–151

Florence Carion*

COMMUNICATION ET ASSOCIATIONS : LE CAS DES ORGANISATIONS ALTERMONDIALISTES BELGES

This article presents a research about alter-globalization organizations. It describes the path that led us to the constitution of a theoretical research framework: the communicational approach of social movement organizations. Organizational sociology, social movements sociology and associations sociology provide us with in-depth knowledge of social movement organizations. Communication theories complement these approaches in order to define organizational communication. This theoretical framework calls for specific analysis methods: observations, interviews and content analysis. This article proposes some interpretations about de alter-globalization movement in Belgium and about three particular organizations.

Keywords: social movements, communication, organizations, alter-globalization movement.

* Université catholique de Louvain, Belgique, florence.carion@telenet.be

1. Introduction

La recherche que nous menons se situe dans le domaine de la communication organisationnelle. Elle porte globalement sur les phénomènes de genèse et de parcours organisationnels au sein du mouvement social altermondialiste. Nous souhaitons étudier les organisations de ce *nouveau mouvement social,* avec un regard communicationnel. Trois raisons principales nous ont amenée à vouloir réaliser cette étude.

D'une part, nous avons souhaité nous inscrire dans la lignée des travaux qui, dépassant l'étude de la communication instrumentale des organisations, s'attachent à analyser les phénomènes de communication contribuant au fait organisationnel (voir à ce propos Brulois 2006). Ne considérant pas les organisations comme des données au sein desquelles il est possible d'étudier les phénomènes ou politiques de communication, ces travaux traitent du rôle constitutif de la communication dans les phases de construction de l'organisation. Notre recherche porte précisément sur le rôle « organisant » de la communication dans les parcours des organisations altermondialistes.

D'autre part, si les mouvements sociaux et l'action collective constituent des objets privilégiés d'analyse pour la sociologie et la science politique, nous pensons que les sciences de l'information et de la communication peuvent amener un regard intéressant sur ces questions. La communication organisationnelle plus précisément, enrichie des perspectives de la sociologie des organisations, des mouvements sociaux et des associations, concevant l'organisation comme un niveau régulé de l'action collective, se présente comme un cadre pertinent pour l'analyse de l'émergence de formes organisationnelles et des nouveaux répertoires d'action qu'elles utilisent.

Enfin, le mouvement altermondialiste, plus particulièrement en Belgique, est relativement peu étudié scientifiquement. Une porte d'entrée à l'analyse de la nouvelle forme de rassemblement et de cohésion que constitue ce mouvement peut être celle du phénomène organisationnel qui s'y révèle. Et ce, probablement davantage pour l'analyse du mouvement en Belgique, qui se présente comme fortement institutionnalisé.

Cet article propose de retracer le parcours de la recherche en cours, en présentant le cadre d'analyse, la méthode d'analyse et les hypothèses de

travail, et enfin, les premières pistes interprétatives issues de l'analyse du mouvement et des organisations choisies.

2. Le cadre d'analyse : l'approche communicationnelle des organisations

L'analyse des parcours organisationnels au sein du mouvement altermondialiste que nous menons s'ancre dans le domaine communicationnel par la problématique particulière qui nous intéresse. En effet, nous souhaitons mettre l'accent sur le statut et le rôle de la communication lors des différentes phases de la vie des organisations du mouvement altermondialiste. Ce qui était un angle global d'approche par la communication s'est précisé au fur et à mesure des lectures et des croisements entre les approches conceptuelles et méthodologiques issues des travaux sociologiques et des sciences de l'information et de la communication.

Notre travail a en effet débuté par la compréhension des spécificités des organisations de mouvement social. Notre recherche s'est ainsi nourrie des apports de la sociologie des organisations, des mouvements sociaux et des associations. Les approches de la sociologie des organisations (notamment Friedberg 1992; Neveu 2000) nous ont permis de concevoir l'organisation comme une forme sociale dynamique, un niveau de régulation de l'action collective. L'acteur collectif d'une mobilisation est amené à cadrer son action, évoluant le long d'un continuum dans le degré de son organisation (continuum allant de l'action individuelle, au groupe, à une association plus formalisée). Au sein d'un mouvement social, les individus régulent leurs interactions à différents niveaux. Des ensembles se construisent petit à petit autour des multiples rencontres entre des individus et des groupes qui composent l'organisation (Crozier & Friedberg 1977). Diverses formes sociales dynamiques apparaissent ainsi, se composent, se décomposent. La sociologie des mouvements sociaux et la sociologie des associations (Neveu 2000; Mathieu 2004; Laville & Sainsaulieu 1997) nous ont ensuite permis d'aborder les traits particuliers des organisations de mouvement social. Elles se caractérisent principalement par quatre éléments : ce sont des organisations fonctionnant en *réseaux,* présentant une orientation d'*action protestataire* tournée vers l'extérieur, favorisant la *participation directe* et solidaire des adhérents, et s'organisant autour de *buts de missions* (ou projet associatif). Ces approches sociologiques nous ont

donc éclairée sur l'objet général de la recherche : les organisations, leurs caractéristiques et leurs fonctionnements.

Les rapports entre ces travaux sociologiques et les théories de la communication sont alors clairement apparus. Selon le courant de la pragmatique de la communication[1], tout comportement humain est un acte de communication, en interaction avec d'autres, formant ainsi un ensemble, un système. Il s'agit de s'intéresser aux codes de comportements interpersonnels et aux éléments qui régulent la dynamique d'un groupe. Donc, la communication est un système relationnel, un ensemble de comportements et d'opinions en interaction dans un contexte. On constate que cette définition de la communication est très proche de la définition de l'organisation proposée précédemment. Comme le précisent Pierre de Saint-Georges (de Saint-Georges 1993 : 75) et Claude Duterme (Duterme 2002 : 61–82), cela nous conduit à considérer l'organisation directement comme un système de communication, à donner une définition de l'organisation fondée sur la communication. En effet, le courant pragmatique et systémique de la communication, qui considère la communication comme un système d'interactions, et la sociologie des organisations, qui considère l'organisation comme un système organisé, se complètent et s'articulent de manière pertinente.

On constate donc, en croisant les apports des travaux sociologiques et des théories de la communication, qu'ils s'articulent et qu'ils éclairent l'analyse des organisations, permettant ainsi de définir une approche communicationnelle des organisations de mouvement social: l'organisation y est directement pensée en tant que système de communication. La communication est *processuelle* ou *organisante,* pour reprendre les termes des chercheurs d'Org&Co[2], de Nicole Giroux (Giroux 1994 et 2004) et Pierre de Saint-Georges (de Saint-Georges 2003). Dépassant les perspectives opérationnelles, critiques ou interprétatives, ces chercheurs considè-

[1] La pragmatique de la communication est née aux Etats-Unis dans les années 50. Les auteurs principaux de ce courant théorique sont, entre autres, G. Bateson, E. Goffman, P. Watzalwick, H. Beavin, R. Birdwhistell ; ils forment ce que l'on appelle « L'école de Palo Alto ».

[2] Org&Co est le groupe de recherche de la SFSIC travaillant sur les communications organisationnelles.

rent que la communication est un élément structurant l'organisation qui, elle-même, est considérée comme un système de personnes en interactions. Cette approche place comme enjeu central le lien social : les personnes sont en interactions dans un collectif, elles créent et appliquent les règles ensemble. Les interactions et les actes de langage sont donc importants à étudier dans le cadre de cette approche.

Cette approche de la communication *processuelle* ou *organisante* amène à réfléchir à la dimension identitaire des organisations. Les interactions, les engagements et les négociations au sein du collectif – qui sont constituants de l'organisation vue comme système de communication – sont des objets d'analyse extrêmement riches pour la communication organisationnelle et nous révèlent les processus constitutifs de l'identité même de l'organisation. Selon Nicole d'Almeida (d'Almeida 2006 : 28), les travaux de N. Giroux nous permettent d'envisager une approche constructiviste selon laquelle les récits ou discours formalisent et accompagnent le processus d'organisation sociale. Ils sont le lieu où se construisent les acteurs et l'organisation elle-même, ils proposent des signes de reconnaissance et d'appartenance. Nicole d'Almeida propose ainsi une perspective narratologique en organisations : les récits permettent « une lecture institutionnelle des organisations, attentive au travail d'institution qui s'opère dans les discours » (d'Almeida 2006 : 27). Certains discours, certains documents sont donc intéressants à analyser, car ils permettent de diffuser des idées, mais également parce qu'ils laissent des traces, permettant à l'organisation de s'autoévaluer, d'évoluer, de continuer dans l'une ou l'autre direction. Ces documents, produits par des énonciateurs engagés dans l'activité de l'organisation, peuvent être considérés comme des *organisateurs de l'action,* pour reprendre l'expression de Pierre Delcambre (Delcambre 2000 : 76). Ils correspondent à une dimension « institutionnelle » dans le processus d'organisation.

Cette approche communicationnelle des organisations de mouvement social, débouchant sur l'importance des discours nous a donc incitée à relever les moments – les « situations de communication » – où les personnes participent à la définition du sens de leur action, et ainsi, contribuent à la structuration de leurs collectifs. Il s'agit donc d'étudier à la fois les effets structurants des discours et les modalités de construction des discours comme éléments constitutifs du fait organisationnel.

3. Méthode d'analyse et hypothèses de travail

Comme nous venons de le préciser, c'est à un phénomène communicationnel particulier – une certaine pratique langagière et ses modalités de production par les acteurs – que nous nous intéressons. Nous avons choisi de travailler sur trois organisations actives au sein de mouvement altermondialiste en Belgique: *D14,* le *Forum Social de Belgique (FSdB)* et *ATTAC Bruxelles 1 (AB1).* Ces trois organisations ont été choisies pour leurs spécificités, à savoir: une petite coordination « éphémère » (D14); une « organisation-parapluie » rassemblant les acteurs belges engagés dans le mouvement (FSdB) et une ramification belge, locale, de l'une des organisations pionnières du mouvement (AB1).

La méthode et les hypothèses de travail que nous présenterons ci-après ont été pensées pour les besoins de la recherche doctorale que nous menons actuellement. Nous devons préciser qu'étant donné que la recherche est en cours et que nous devons ici limiter notre propos, le présent article, s'il expose l'ensemble de la démarche, ne pourra proposer l'entièreté des applications et résultats qu'elle implique.

Nous avons élaboré notre méthode d'analyse autour de trois techniques: les observations, les entretiens et l'analyse des discours des organisations altermondialistes.

Les observations lors d'événements altermondialistes belges nous ont permis de mieux saisir le contexte du mouvement en Belgique et des organisations y évoluant. Des observations ont également été menées au sein des trois organisations choisies. Les entretiens avec des militants de ces trois organisations doivent nous permettre d'approfondir la connaissance de l'identité, des fonctionnements organisationnels et des contextes de productions des discours étudiés. L'analyse de contenu des « textes » accompagnant les processus de constitution et de transformation organisationnelles (les chartes, projets, appels à mobilisations, tracts ...) repose sur trois « ratissages » : l'analyse thématique[3], l'analyse sémio-pragmatique[4] et l'analyse lexicale[5].

[3] Repérage des thèmes, des acteurs et des fonctions de cadres (diagnostic, pronostic, cadrage motivationnel).

[4] Identification du registre (histoire/discours), du système d'embrayage et des actes de langage.

[5] Repérage des qualifications de l'organisation et des oppositions du discours.

Nous nous engageons donc dans une démarche d'analyse du discours, qui n'appréhende ni l'organisation textuelle en elle-même, ni la situation de communication, mais s'efforce de les associer intimement. Le texte est considéré comme une activité énonciative rapportée à un genre de discours : le lieu social dont il émerge, le canal par lequel il passe, le type de diffusion qu'il implique etc. ne sont pas dissociables de la façon dont le texte s'organise. La démarche se rapproche de celle de Romain Huët (Huët 2007) qui précise qu'analyser les conditions de production consiste à penser que le sens ne se trouve pas seulement dans les textes mais aussi dans les pratiques qui l'accompagnent. Dans cet article, nous présenterons principalement les éléments issus de l'analyse contextuelle du mouvement social et de la naissance des trois organisations choisies ainsi que de l'étude des discours fondateurs de celles-ci.

A la suite de l'élaboration du cadre d'analyse général de la recherche, nous avons précisé trois hypothèses de travail à même de guider notre approche pratique des organisations étudiées.

Une première hypothèse concerne le lien entre la structure et le discours organisationnels : trois structures différentes (une plate-forme éphémère, une association locale durable et une fédération d'organisations) impliqueraient des types de discours différents, c'est-à-dire des discours proposant des cadrages différents – centrés sur le diagnostic, le pronostic ou le cadrage motivationnel –, des thèmes différents et des effets pragmatiques différents.

Une deuxième hypothèse aborde l'évolution des discours dans le temps : au début de leur cycle de vie, les organisations favoriseraient un discours centré sur la lutte, l'opposition aux organisations et au système néolibéralistes ; aujourd'hui, les discours seraient centrés sur les alternatives. On constaterait ainsi des transformations discursives au fil du parcours des organisations.

Une dernière hypothèse traite plus précisément du rôle des récits et discours organisationnels: les *récits de l'engagement* et les *récits de la maisonnée*[6] se confondraient. Les textes permettraient au collectif de construire

[6] Dans son approche narratologique des discours tenus dans et par les organisations, N. d'Almeida distingue un premier type de récits mettant en scène des valeurs internes, dressant les contours d'une identité particulière. Il s'agit de délimiter un territoire de buts et de relations et de raffermir les liens à l'intérieur d'un groupe. Le deuxième type de récits correspond à un mouvement d'extension et d'ouverture où une adhésion à des valeurs universelles est proposée à l'opinion, où la mission est exposée. Voir à ce propos d'Almeida 2001.

son action, d'évoluer, tout en exposant la mission aux publics. Le texte ne précèderait plus l'organisation (comme dans le cas d'organisations associatives classiques où le projet est formalisé puis la structure de l'association réalisée). Nous serions en présence d'un processus, et non uniquement d'un discours. Dans le cadre de cet article et au vu des éléments d'analyse qui seront proposés, c'est principalement sur cette troisième hypothèse que nous pourrons revenir.

4. Les premiers résultats de l'analyse du mouvement et des organisations

Après avoir présenté le cadre d'analyse, la méthode et les hypothèses de travail, nous proposerons ci-après les premiers résultats issus de l'analyse contextuelle du mouvement altermondialiste et de la naissance des trois organisations choisies.

4.1. Un nouveau mouvement social

Les militants pour une autre mondialisation, que l'on appelait au début du mouvement contestataire le « peuple de Seattle », se sont fait connaître par les manifestations de Seattle, Göteborg, Prague, Gênes ou Bruxelles. Le mouvement ne cesse de gagner en nombre et en audience. Au départ appelé « antimondialisation », le mouvement a progressivement réussi à se faire reconnaître comme « altermondialiste » au cours de l'année 2002, démontrant par cette dénomination qu'il ne s'oppose pas à la mondialisation au sens large, mais aux formes empruntées par la globalisation économique et financière[7]. Le mouvement s'inscrit dans la lignée des « nouveaux mouvement sociaux », apparus dans l'après 1968, et en constitue une forme particulière et fédératrice puisqu'il rassemble différentes luttes auparavant dispersées.

Le mouvement altermondialiste est un mouvement social. Il répond en effet aux définitions qui en ont été proposées par Donatella Della Porta et Mario Diani (Della Porta & Diani 1999 : 16).

[7] Le néologisme « altermondialisme » fut proposé pour la première fois par un belge, Arnaud Zacharie, alors jeune militant, lors d'un entretien à *La Libre Belgique* le 27 décembre 2001.

Le mouvement altermondialiste est constitué de *réseaux* entre des individus, des groupes et des organisations. Le mouvement n'est pas composé d'une seule organisation, il en coexiste un grand nombre, certaines très formalisées, d'autres beaucoup moins. Geoffrey Pleyers (Pleyers, 2007b) a démontré que l'altermondialisme en Belgique repose sur une relation privilégiée entre des associations « spécifiquement » altermondialistes (comme ATTAC ou le Forum Social de Belgique), les deux syndicats les plus importants (la CSC et la FGTB) et les organisations de coopération au développement (comme Oxfam ou le CNCD) mais aussi des réseaux d'activistes, informels, orientés vers des activités plus culturelles. Le mouvement ne se réduit pas non plus aux seules organisations: des individus militent à titre personnel et ne désirent pas intégrer l'une ou l'autre organisation.

Il existe par ailleurs dans ce mouvement un niveau minimal de *croyance* (le projet) partagée par les individus, les groupes ou les organisations, ainsi que des liens de *solidarité* partagée, liée à l'appartenance affective. En effet, les altermondialistes ont les mêmes « devises » : « le monde n'est pas une marchandise » ou encore « un autre monde est possible ». Les thèmes qui les mobilisent (écologie, droits de l'homme, régulation du capitalisme et de la spéculation financière, solidarités internationales, commerce équitable) sont devenus, aujourd'hui, des questions centrales du débat politique. Les sujets abordés engendrent des projets communs (l'annulation de la dette des pays du Sud, la réforme des grandes institutions internationales (OMC, FMI), la taxation des transactions financières sur les marchés internationaux, le démantèlement des paradis fiscaux, la lutte contre l'AGCS[8], le refus des OGM ...). Les altermondialistes ont un mot d'ordre : la solidarité. Solidarité dans leurs revendications socio-politiques et dans leurs modes de vie et d'actions (manifestations conviviales sur fond de danse et de musique – les « manifêtes » –, accueil et logement des manifestants étrangers, solutions financières pour permettre la participation de tous à des actions à l'étranger ...).

Ensuite, le mouvement s'engage et prend part à des *conflits* au moyen d'actions collectives, de mobilisations de différentes formes. Les conflits concernés sont, dans ce cas-ci, des débats socio-politiques. Les actions

[8] L'Accord Général sur le Commerce des Services.

collectives sont principalement des manifestations et des événements propres comme le Forum Social Mondial – lieu d'élaboration d'une autre mondialisation se tenant annuellement depuis 2001, qui a généré ensuite des rassemblements similaires aux quatre coins du monde (Forum de Florence, Forum social de Belgique, Forum Social Européen...) –, destinés à faire pression sur les décideurs politiques. Ces actions sont souvent accompagnées d'une dimension festive et colorée et peuvent être guidées par le principe de la désobéissance civile non violente. A propos des modes d'actions des nouveaux mouvements contestataires, I. Sommier précise qu'ils relèvent de deux registres qui étaient jusqu'alors considérés comme antinomiques : le coup de force et la stratégie d'influence sur les pouvoirs décisionnels (Sommier 2003 : 59).

Enfin, le mouvement est animé par un certain niveau de *protestation.* Le mouvement lutte contre la mondialisation capitaliste et propose des solutions alternatives. Il faut préciser qu'on assiste actuellement, comme l'affirme I. Sommier, à une nouvelle « culture de contestation » dans les nouveaux mouvements sociaux (et donc dans le mouvement altermondialiste), mêlant les revendications relevant de l'espace public et de l'espace privé (Sommier 2003 : 16).

4.2. Un mouvement social diversifié

Le mouvement présente une diversité d'organisations et de substrats sociaux. C'est un mouvement très composite, ce qui peut susciter des contradictions et des tensions profondes qui se décèlent parfois dans les relations entre les associations altermondialistes, les syndicats et les ONG. En effet, vu les thèmes traités par le mouvement, les organisations sont de tous types : organisations professionnelles assurant un support institutionnel et groupes plus décentralisés assurant davantage d'innovation, de flexibilité, de protestation continue, d'action directe. Il y a donc une grande variété de formes organisationnelles (associations, ONG, groupes informels, partis politiques, syndicats, fondations, ligues, coordinations...), et leur structure composite est un facteur déterminant la trajectoire dominante du mouvement à travers le temps.

Comme indiqué ci-avant, le mouvement altermondialiste en Belgique francophone associe les organisations « spécifiquement » altermondialistes,

les syndicats, les ONG et les réseaux plus informels. Les organisations viennent donc d'horizons différents, ont parfois des intérêts divergents centrés sur une cause particulière et appartiennent à d'autres mouvements sociaux, comme le mouvement ouvrier, féministe, anarchiste, ou écologiste. Elles rassemblent des individus de tous âges et de tous statuts sociaux, même si, comme le fait remarquer G. Pleyers (Pleyers 2007a), peu de jeunes sont actifs dans le mouvement. On voit davantage de militants de longue date engagés dans les organisations, pour la plupart issus de la classe moyenne intellectuelle.

4.3. Un réseau développé

La mise en réseaux du mouvement est extrêmement développée. Il existe de multiples réseaux altermondialistes (locaux, nationaux, internationaux ; interpersonnels et interorganisationnels), qui permettent aux organisations d'agir sur le terrain quotidiennement au niveau local, tout en pouvant avoir des activités et une visibilité régionale voire mondiale. Les réseaux sont de mieux en mieux coordonnés. Leur performance est favorisée par les thèmes fédérateurs au centre des débats des altermondialistes. Les gens appartiennent donc à différentes organisations (par exemple, certains membres d'ONG ou des permanents de la CSC et de la FGTB sont aussi membres d'ATTAC). Les organisations, quant à elles, sont reliées au sein de plates-formes ou de coordinations.

En Belgique, les initiatives altermondialistes ont émergé au niveau local, régional et national dès 1997 mais se sont particulièrement développées au niveau local à partir de 2002 (grâce notamment aux sections locales d'ATTAC, lieux privilégiés de convergence altermondialiste – rassemblant les syndicats, des ONG et des individus – et aux Forums sociaux locaux). On note également la présence d'un Forum Social national (le Forum Social de Belgique), rassemblant les acteurs belges engagés dans le mouvement.

4.4. Les nouvelles formes d'actions

Le mouvement entretient une relation privilégiée aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Les NTIC permettent la

mobilisation et la visibilité médiatique à moindre coût. Les analystes du phénomène de l'altermondialisation et les acteurs eux-mêmes le reconnaissent : sans Internet ou le téléphone portable, le ferment fédérateur n'existerait pas. La communication « underground » a souvent permis la mobilisation de dizaines de milliers de manifestants.

Le recours aux NTIC a permis de développer de nouvelles formes d'actions et de sensibilisation (par exemple, le blocage de sites web, la sensibilisation par la mise à disposition de dossiers, la diffusion de pétitions par e-mail, l'organisation de forums de discussions...). Ainsi s'est développé sur le net un réseau de sites d'information altermondialiste, Indymedia (abréviation d'Independent Media), en réaction au traitement médiatique classique du phénomène altermondialiste. Mais si une alternative médiatique a été instaurée, il n'en reste pas moins que le mouvement altermondialiste entretient une relation particulière avec les mass-médias. C'est un mouvement qui fut au début très médiatisé, qui bénéficiait dès lors d'un soutien, d'une amplification, d'un relais. Néanmoins, ce relais ne lui est pas toujours bénéfique, notamment lorsque les médias insistent sur les actes violents de groupes minoritaires.

Le répertoire d'action du mouvement est caractérisé par son ampleur (comme le précise I. Sommier, il va du coup de force au lobbying, en passant par la désobéissance civile ou la manifestation festive) et sa diversité. A côté des actions de sensibilisation médiatiques, des initiatives locales originales apparaissent dans le répertoire d'actions du mouvement (théâtre alternatif, cinéma alternatif, librairies alternatives, occupation de lieux et activités conviviales...).

4.5. Les discours altermondialistes

Le mouvement altermondialiste se donne comme objectif de dénoncer le système néolibéral, en faisant, notamment, un travail de sensibilisation auprès des publics. Mais il n'est pas chose aisée pour les différentes organisations de gagner ces publics aux idées du mouvement. Comme certaines organisations partisanes, le mouvement est confronté au problème de la coupure entre des professionnels des questions « politiques » et des « profanes », qui n'ont pas forcément la même envie, le même bagage ni le temps nécessaire à l'investissement dans ce domaine. Néanmoins, les acteurs du

mouvement sont conscients de cette difficulté à toucher un public plus élargi et tente de surmonter ces obstacles. Ainsi, certaines organisations, comme ATTAC, se définissent comme mouvement d'éducation populaire, tourné vers l'action.

4.6. L'avenir du mouvement

La question de l'avenir du mouvement a été soulevée assez tôt dans sa courte histoire. Etait-ce un phénomène de mode ou un phénomène durable ? Le mouvement n'allait-t-il pas s'éteindre aussi rapidement qu'il avait surgi ? Certains experts belges affirmaient dès 2001 qu'il fallait laisser vivre ce mouvement, le laisser prendre de la maturité et qu'il ne s'agissait certainement pas d'un mouvement éphémère. Le mouvement, après être passé par une phase contestataire, se tourne vers la proposition d'alternatives. Le message global semble être passé auprès du grand public et du monde politique, l'attention sur certains fonctionnements du système néolibéraliste a été attirée.

La question de l'avenir du mouvement est en tout cas au centre des préoccupations du mouvement lui-même, faisant de son efficacité interne, de son rapport au monde politique et de son enracinement dans les couches populaires, des thèmes de débat lors de conférences et de Forums Sociaux.

La problématique organisationnelle est également envisagée au fil de l'existence du mouvement, vu la diversité des formes existantes, leurs liens et la structure de fonctionnement qu'elles affichent. En Belgique, on observe une articulation entre les organisations de convergences altermondilaistes, les organisations institutionnalisées (syndicats et ONG) et une mouvance culturelle moins formalisée. C'est probablement cette articulation qui en fait le dynamisme.

Le mouvement altermondialiste est à la fois tributaire des nouveaux mouvements sociaux par certains aspects et des mouvements traditionnels par d'autres. Mais il est sans conteste original et innovateur. Il semble synthétiser, selon E. Neveu (Neveu 2000 : 23–24), les évolutions les plus récentes des formes de l'action collective, par sa dimension internationale, son recours à l'expertise, sa revendication de la participation politique directe, et son recours à la symbolique.

4.7. Les premiers résultats de l'analyse des organisations

Après avoir présenté l'approche contextuelle du mouvement altermondialsite – et du mouvement en Belgique francophone en particulier – nous présenterons ci-après les premiers résultats de l'analyse de la naissance et des discours fondateurs des trois organisations choisies.

D14

La première organisation choisie est D14, que l'on pourrait qualifier de plate-forme organisationnelle. Elle est née lorsque quelques militants se sont regroupés en 2001 pour préparer la présidence belge de l'Union européenne. Ces militants ont voulu rédiger une plate-forme d'idées, pour une autre Europe. Le groupe s'est agrandi au fil des réunions et manifestations et a réuni des organisations en plus des individus : la coordination D14 naissait, en même temps que la finition de la plate-forme. Les individus et les organisations réunis voulaient affiner et donner une direction précise aux revendications. Le débat a été intense autour de la plate-forme D14. Les tensions se sont fait sentir. Une fois que les participants se sont mis d'accord sur le contenu du document, il a pu être diffusé pour réunir d'autres personnes ou simplement pour informer le public. D14 est devenue une coordination incarnant une branche – radicale – du mouvement altermondialiste et un regroupement propageant ses revendications à l'extérieur. A l'appel de D14, une grande manifestation (environ 20 000 personnes) a eu lieu le 14 décembre 2001 à Bruxelles au moment du Sommet européen de Laeken.

L'analyse du texte de la plate-forme, l'*Appel D14,* fait apparaître différents éléments. Le relevé thématique nous amène à constater que cet appel est principalement un exposé détaillé des problèmes auxquels l'organisation souhaite s'attaquer, à savoir, les injustices causées par la politique actuelle de l'Union européenne. L'*Europe* et ses instances, les *populations* et *D14* sont les principaux acteurs cités. Il s'agit principalement, dans ce texte, de qualifier la situation problématique à laquelle l'organisation veut réagir et s'opposer, et de déterminer les moyens et solutions pour y parvenir. L'appel se présente comme un système textuel mixte entre registres de l'histoire et du discours. Même si le texte comprend une large partie non

embrayée et composée d'actes constatifs, on remarque qu'à des endroits clés (chapeau, fin de paragraphes, encarts), les marques d'interpellations se font plus nombreuses, mettant en scène un « Nous » représentant le collectif et un « Je » représentant l'individu joignant le collectif par un acte de participation. Les actes performatifs se font plus nombreux à ces endroits-clés du texte. L'usage relativement fréquent de la forme interrogative marque également une forme d'embrayage du texte. Nous constatons que le texte est construit sur base d'oppositions, les principales étant les oppositions entre *« Une autre Europe »* et *« Cette Europe-là »* (une Europe non sociale, non démocratique et non pacifique). Enfin, l'organisation D14 est peu définie dans cet appel même si elle est souvent citée. Elle apparaît comme un rassemblement, une coordination d'associations, en train de se faire, de se former, sur base de cet appel.

L'*Appel D14* peut être analysé comme un manifeste, à savoir un discours de combat, dont l'objectif est de « diffuser publiquement des textes pour forcer l'adhésion à une thèse ou à un programme dans le but explicite de changer un état du réel » (Burger 2002 : 12). Les manifestes parlent du monde, en le représentant dans un texte, et cette représentation du réel est souvent binaire ; ce qui correspond bien au système d'oppositions relevé ci-avant entre *« Une autre Europe »* et *« Cette Europe-là »*. Ces textes sont tournés vers les destinataires et génèrent donc un fort sentiment identitaire : « Par l'adhésion qu'il demande, le manifeste induit chez les destinataires un même sentiment d'appartenance [...]. Le manifeste crée des liens, il unifie, il réunit des membres » (ibid. : 34). Ainsi, L'*Appel D14* présente à plusieurs reprises le pronom *« Nous »*, correspondant au collectif composé des personnes ayant rédigé cet appel (sans qu'il ne soit donné d'indice sur l'identification de cet énonciateur) mais aussi de celles qui y adhérent, qui se sentent en phase avec les arguments avancés. L'adhésion et l'engagement des destinataires sont mis en scène à travers l'utilisation du pronom *« Je » (« Je voudrais participer aux réunions de d14 », « Je souhaite constituer un comité d14 »)*. Le collectif proposant le texte parle également de lui-même à travers ce texte : « Lancer un manifeste constitue toujours un acte d'affirmation de soi. En manifestant contre les responsables désignés d'une situation intolérable, les manifestants manifestent aussi pour eux-mêmes [...]. Détenteurs d'une solution, ou du moins énonciateurs du discours pour le dire, les manifestants

se font en quelque sorte de la publicité» (ibid. : 33). D14, apparaissant comme le collectif, en train de se faire, énonçant ce discours, affirme son existence et son action à travers ce manifeste. Car en effet, le manifeste appelle à l'action. Il s'agit d'un texte tourné vers la solution ancré dans l'espace public. Cette dimension publique apparaît dans l'aspect collectif du manifeste, qui est souvent le produit d'une énonciation collective. L'*Appel D14,* mettant en avant les fonctions de diagnostic (dénonçant les injustices de la politique européenne), et de pronostic (mise en place d'une action de contestation et de globalisation des luttes) et proposant un texte embrayé marquant l'interpellation du destinataire, correspond bien aux caractéristiques du manifeste.

FSdB

La deuxième organisation, le Forum Social de Belgique, est né d'une discussion entre des militants belges sur une terrasse au Forum Social Mondial de Porto Alegre en janvier 2002. Suite à cette discussion, des associations venant d'horizons divers (des syndicats, des ONG, des associations de quartier, des associations de solidarité internationale, des associations de lutte contre l'exclusion) se sont réunies autour de la *Charte des principes du FSdB,* basée sur la charte du Forum Social Mondial, et approuvée par une Assemblée constituante au mois de mai 2002. Suite à cela, le Premier Forum Social de Belgique a eu lieu à Bruxelles en septembre 2002, proposant des ateliers et conférences et amenant d'autres organisations à adhérer à la Charte.

Du point de vue thématique, la *Charte des principes du Forum social de Belgique* répond aux besoins de définition de l'organisation et de ses objectifs. Le *Forum* et ses *participants* (les instances et mouvements de la société civile) en sont les principaux acteurs. Plus que de qualifier la situation problématique à laquelle l'organisation veut réagir, il s'agit ici de déterminer les moyens et solutions pour y parvenir. La charte se présente comme un système textuel non embrayé. Il laisse une large part à la non-personne. Le *Forum Social de Belgique* est le sujet central du texte, présenté à la troisième personne du singulier. Une seule marque de personne est présente dans le texte, un *«Nous»* se démarquant soudainement du *«Il»,* mais sans pour autant inclure les citoyens, instances et mouvements

amenés à participer au processus du *Forum*. Les marqueurs temporels se rapportent à une période générale et non à la situation d'énonciation. Le sujet communiquant ne s'implique donc pas dans ce texte. La *Charte* propose les principes de base de l'existence de l'organisation comme s'il s'agissait d'une entité extérieure. Mais ce discours peut, au-delà des actes de langage relevés dans le texte – qui sont majoritairement constatifs – être considéré comme un acte déclaratif. Par l'exposé des principes, l'assemblée constituante annonce la naissance de cette organisation et présente ses engagements et objectifs. Les conditions de production du document nous amènent à confirmer cette analyse. Enfin, nous constatons une opposition, dans le texte, entre deux ensembles de groupes nominaux et d'acteurs : ceux relevant de *« la domination du monde par le capital »* et ceux relevant d'un *« autre monde »*.

La *Charte,* texte non-embrayé, mettant en avant la fonction de pronostic en présentant le FSdB comme un espace d'articulation des instances et mouvements qui s'opposent au processus de mondialisation capitaliste et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain, peut être considérée comme « l'acte de naissance » de l'organisation.

AB1

La troisième organisation étudiée est Attac Bruxelles 1. Attac (association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens) est un réseau citoyen international né à Paris en juin 1998 (suite à un processus marqué par des moments forts de médiatisation – cf. l'éditorial d'Ignacio Ramonet dans le Monde diplomatique de décembre 1997 et le soutien du Monde diplomatique). En 1998, il y a eu la rédaction d'une charte commune, puis de plusieurs plates-formes.

Attac a essaimé dans de nombreux pays, selon des structures nationales, régionales ou locales. Attac Bruxelles 1 a été créée en janvier 1999. C'est une association de fait structurée à partir d'une assemblée générale de membres qui élit un secrétariat, chargé d'exécuter ses décisions et de représenter le groupe local entre deux assemblées générales. L'association a établi des statuts et fonctionne sur base d'une cotisation annuelle. Tout membre est censé adhérer à la plate-forme du mouvement international d'Attac et aux statuts.

L'analyse thématique des *Statuts du groupe Attac Bruxelles* nous amène à constater que ce texte présente avant tout le fonctionnement de l'association. *L'association,* ses *membres,* son *Assemblée générale* et son *Secrétariat* en sont les principaux acteurs. Ce texte ne vise pas à détailler la situation problématique à laquelle l'association veut réagir mais à proposer la création d'une organisation, son fonctionnement et les droits et devoirs de ses membres. Le texte se présente comme un système textuel non embrayé. Il n'est fait que très peu référence à la situation d'énonciation. Aucun pronom personnel ne marque la présence du locuteur. Les statuts proposent les principes de base de l'existence de l'association comme s'il s'agissait d'une entité extérieure. Nous constatons une opposition, dans le texte, entre le *« pouvoir de la sphère financière »* et *« la reconquête démocratique du pouvoir ».* Comme pour la *Charte* du FSdB, ce discours peut, au-delà des actes de langage relevés dans le texte – qui sont majoritairement constatifs et prescriptifs – être considéré comme un acte déclaratif. Par l'exposé des modalités de fonctionnement, l'assemblée constitutive – qui semble être le locuteur du texte – annonce la naissance de cette organisation et présente ses modes de fonctionnement ainsi que les droits et devoirs de ses membres.

Dans les deux premiers cas (D14 et le FSdB), on distingue un processus d'organisation sociale, comportant un moment fort : celui de la rédaction d'une plate-forme ou d'une charte Il ne s'agit pas de textes rédigés par quelques leaders du mouvement, mais de documents réalisés grâce aux interactions entre divers collectifs. Les deux textes ne répondent pas aux mêmes principes d'énonciation : l'un est un discours embrayé se rapprochant du manifeste, l'autre est une charte, non embrayée, mettant en avant la fonction de pronostic. Mais dans ces deux cas, le texte a accompagné le processus d'organisation sociale. S'en sont rapidement suivis des phases de médiatisation des projets (une manifestation pour D14 et la première rencontre du Forum Social de Belgique), où les collectifs ont continué à s'organiser (fin de la rédaction de la plate-forme, adhésion d'autres individus, groupes et organisations, créations de groupes de travail au sein des organisations). Il n'y a pas de distinction claire entre, d'une part, la mise en place d'un projet et une structuration en interne et, d'autre part, une mise en visibilité de l'action ; ces deux phases se sont pratiquement mêlées et les situations de

communication (les interactions autour des textes et la proposition des projets à un public plus large) ont permis la naissance des organisations.

Cela semble un peu différent dans le cas d'AB1 : l'organisation a été fondée sur l'adhésion des individus à la plate-forme internationale du mouvement et ses statuts, mais elle ne présente pas de moment fort de constitution publique, bénéficiant déjà de la reconnaissance de l'organisation internationale. Les statuts ont été produits et diffusés pour marquer l'existence de l'organisation et les droits et devoirs de ses membres.

5. Conclusion

Cet article avait pour objectif de faire le point sur une recherche actuellement menée dans le domaine de la communication des organisations associatives. Nous avons montré que nous privilégions un cadre d'analyse particulier, l'approche communicationnelle des organisations, croisant les apports de la sociologie des organisations et des sciences de la communication.

Cette approche nous amène à nous intéresser particulièrement aux discours des organisations et à proposer des pistes concrètes d'analyse. Sur le plan des méthodologies de recherche, nous articulons observations, entretiens et analyses de contenu. L'analyse devrait ainsi nous permettre de déceler en quoi ces « textes » et leurs modalités de production sont des éléments structurants des organisations altermondialistes. Lors de la phase d'interprétation des résultats, un retour nécessaire se fera sur les concepts mis en exergue par l'approche communicationnelle des organisations de mouvement social.

A travers les premières analyses menées à ce jour, nous pouvons déjà revenir sur la troisième hypothèse de travail, qui semble se confirmer et s'affiner: les discours organisationnels accompagnent le processus d'organisation sociale et ils sont centraux dans les situations de communication vers l'extérieur. Les discours et les actions de communication constitueraient des actes performatifs, déclaratifs plus précisément, puisqu'ils marquent la naissance des systèmes organisationnels. Les textes ne précèdent pas l'organisation (comme dans le cas d'organisations associatives plus « classiques » où le projet est formalisé puis la structure de l'association réalisée). Grâce à un certain type de discours et aux interactions qui les entourent, l'organisation se met à exister.

Le cadre d'analyse mêlant approches sociologiques et communicationnelles et les premières données recueillies nous permettent d'envisager les discours organisationnels comme des éléments formalisant et accompagnant le processus d'organisation sociale et non comme des outils de communication externe destinés uniquement à façonner l'image de l'organisation.

Bibliographie

BRULOIS, V. (2006). Communication et organisation : état des recherches en sciences de l'information et de la communication. *Education permanente* 16 : 29–41.

BURGER, M. (2002). Les manifestes : paroles de combat. De Marx à Breton. Paris : Delachaux et Nieslé.

CROZIER, M. & FRIEDBERG, E. (1977). L'acteur et le système. Paris : Seuil.

D'ALMEIDA, N. (2001). Les promesses de la communication. Paris : PUF.

D'ALMEIDA, N. (2006). La perspective narratologique en organisations. Dans : P. de la Broise & T. Lamarche (éds.). Responsabilité sociale : vers une nouvelle communication des entreprises ?. Lille : Presses Universitaires du Septentrion.

DE SAINT-GEORGES, P. (1993). Culture d'entreprise, communication interne et stratégies de changement. *Communication et Organisation* 4 : 71–93.

DE SAINT-GEORGES, P. (2003). Cours de Communication et organisation. Département de Communication, Faculté de Sciences économiques, sociales et politiques, Université catholique de Louvain.

DELCAMBRE, P. (2000). Quels corpus pour la recherche sur les pratiques de communication dans les entreprises et les organisations ?. *Sciences de la société* 50/51 : 69–86.

DELLA PORTA, D. & DIANI, M. (1999). Social Movements. An Introduction. Oxford : Blackwell.

DUTERME, C. (2002). La communication interne en entreprise. L'approche de Palo Alto et l'analyse des organisations. Bruxelles : De Boeck.

FRIEDBERG, E. (1992). Les quatre dimensions de l'action organisée. *Revue française de sociologie* 33 : 531–557.

GIROUX, N. (1994). La communication interne : une définition en évolution. *Communication et Organisation* 5 : 17–46.

GIROUX, N. (2004). Vers une approche processuelle de la communication du changement en organisation. Exposé au Colloque « L'organisation Média ». Université Jean-Moulin Lyon 3, 20 novembre 2004, Lyon.

HUËT, R. (2007). La construction d'une approche communicationnelle entre les organisations : une analyse des écrits de la négociation. *Communication et Organisation* 31 : 79–93.

LAVILLE, J.-L. & SAINSAULIEU, R. (1997). Sociologie de l'association. Paris : Desclée de Brouwer.

MATHIEU, L. (2004). Comment lutter? Sociologie et mouvements sociaux. Paris: Les éditions Textuel.

NEVEU, E. (2000). Sociologie des mouvements sociaux. Paris: La Découverte.

PLEYERS, G. (2006). Sujet, expérience et expertise dans le mouvement altermondialiste. Thèse de doctorat en Sociologie, Université de Liège – Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

PLEYERS, G. (2007a). Exposé à la Conférence « Bilan et perspectives de l'altermondialisme en Belgique ». CETRI, Université catholique de Louvain, février 2007, Louvain-la-Neuve.

PLEYERS, G. (2007b). Forums Sociaux Mondiaux et défis de l'altermondialisme. De Porto Alegre à Nairobi, Louvain-la-Neuve: Academia-Bruylant.

SOMMIER, I. (2003). Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation. Paris: Flammarion.

WIEVIORKA, M. (éd.). (2003). Un autre monde... Contestations, dérives et surprises de l'antimondialisation. Paris: Editions Balland.